

Convention collective départementale

**IDCC : 1576. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(Cher)
(15 janvier 1990)**

(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)
(Étendue par arrêté du 18 octobre 1990,
Journal officiel du 14 novembre 1990)

AVENANT DU 11 FÉVRIER 2019

**RELATIF À LA GARANTIE ANNUELLE TERRITORIALE DE RÉMUNÉRATION EFFECTIVE
AU 1^{ER} JANVIER 2019
(CHER)**

NOR : ASET1950508M
IDCC : 1576

Entre :

UIMM Val de Loire,

D'une part, et

CFDT ;

FO ;

SM CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

À la suite d'une réunion paritaire tenue le 5 février 2019, conformément à l'article 31.1 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, l'organisation patronale et les organisations syndicales sont convenues d'une garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 2

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective est applicable selon les modalités de l'article 31.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher et adaptable à l'horaire de travail effectif.

Article 3

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective comprend les compensations pécuniaires pour l'ensemble des réductions de la durée du travail légale ou conventionnelle.

Article 4

En janvier 2020, l'employeur vérifiera que le montant total des salaires bruts correspondant à toute l'année 2019 et déterminé selon l'article 31.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, a bien été au moins égal au montant de la garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2019 par le présent accord. Le versement se fera dans toute la mesure du possible en janvier 2020 et au plus tard en février 2020.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 2241-2-1 du code du travail, les parties signataires s'engagent à se réunir pour négocier si le salaire minimum conventionnel fixé au niveau territorial est inférieur au Smic.

Article 6

Les partenaires sociaux pourraient se rencontrer à nouveau au cours du mois de septembre 2019 en vue d'examiner l'évolution de la situation économique et d'en tirer ensemble les conséquences éventuelles.

Article 7

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Article 8

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie du Cher, les dispositions du présent accord.

Article 9

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail en deux exemplaires et du greffe du conseil de prud'hommes de Bourges en un exemplaire dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Blois, le 11 février 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Grille de rémunérations effectives (GRE) annuelle applicable à compter du 1^{er} janvier 2019

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

| COEFFICIENT | ADMINISTRATIF ET TECHNICIEN | OUVRIER | MAÎTRISE D'ATELIER |
|-------------|--------------------------------|---------|--------------------|
| 140 | 18 311 | 18 311 | |
| 145 | 18 489 | 18 489 | |
| 155 | 18 608 | 18 608 | |
| 170 | 18 821 | 18 821 | |
| 180 | 18 981 | | |
| 190 | 19 244 | 19 244 | |
| 215 | 19 525 | 19 525 | 19 737 |
| 225 | 19 746 | | |
| 240 | 20 473 | 21 246 | 21 704 |
| 255 | 21 699 | 22 534 | 23 052 |
| 270 | 22 790 | 23 887 | |
| 285 | 24 200 | 25 181 | 25 624 |
| 305 | 25 880 | | 27 426 |
| 335 | 28 459 | | 30 130 |
| 365 | 30 903 | | 32 823 |
| 395 | 33 482 | | 35 402 |